



Paris, le 31 août 2010

Communiqué du Bureau national

Rentrée scolaire : toujours moins pour l'Ecole et toujours pire pour les élèves

Alors que 12 millions d'élèves prendront jeudi le chemin des salles de classes, la rentrée scolaire 2010 s'annonce catastrophique. Les effets nocifs des mesures gouvernementales se conjuguent au détriment des élèves, des familles et des enseignants : nouvelles suppressions de postes, suppression de la formation pratique des enseignants, suppression de la carte scolaire et réforme du lycée.

Depuis 2008, ce sont 40000 postes qui ont été supprimés. La droite s'attaque désormais aux missions essentielles de l'Ecole, avec autant de cynisme que de détermination, privant les équipes éducatives des moyens de faire réussir tous les élèves et de lutter efficacement contre l'échec scolaire. Luc Châtel a ainsi réclamé de ses services une augmentation des effectifs dans chaque classe, une diminution de la scolarisation des enfants âgés de deux ans en maternelle – alors que l'on sait que cette scolarisation est l'un des principaux leviers de la réduction des inégalités scolaires – et la suppression des Rased, ces enseignants spécialisés dans la lutte contre l'échec scolaire.

Les déclarations à l'emporte pièce du ministre sur l'autorité, qui foulent au pied les principes d'individualisation et de rôle éducatif des sanctions, ne masquent pas la sombre réalité : l'encadrement diminue drastiquement. Le nombre de Conseillers principaux d'éducation (CPE) recrutés ne cesse de décroître (600 en 2002, 400 en 2005, 250 prévu en 2010) et le nombre d'assistants d'éducation reste très insuffisant. Les effectifs du personnel surveillant ont été presque divisés par deux depuis 2004. L'école manque de Conseillers d'Orientations Psychologues, d'éducateurs spécialisés, d'assistantes sociales, d'infirmières... Ce sont les plus fragiles qui souffrent de cette situation : cette année encore, le gouvernement se montre incapable d'offrir une solution de scolarisation à plus de 13000 enfants en situation de handicap. Cette rentrée sera aussi marquée par l'arrivée dans les salles de classes de nouveaux professeurs, affectés à plein temps, sans aucune formation pratique. Dans plus d'une dizaine d'académies, leur accompagnement par des professeurs expérimentés n'est même pas assuré, pas davantage que leur remplacement, quand ils seront en formation. Les parents, qui ont demandé sans relâche l'an passé que les remplacements des professeurs absents soient assurés par du personnel compétent et formé n'ont pas été entendus.

Cette année, les familles devront assumer les coûts de l'impéritie gouvernement et de la précipitation dans laquelle ont été préparés les nouveaux programmes du lycée. La moitié des élèves de seconde n'auront pas de manuels à la rentrée. Le coût du renouvellement de l'ensemble des livres scolaires – plus de 200 euros – sera à la charge des familles.

Les acteurs de la communauté éducative n'ont été entendus ni sur la question de la violence (le gouvernement ayant refusé de prendre en considération les conclusions des Etats généraux sur la sécurité), ni sur la formation, ni sur la nécessaire revalorisation des métiers de l'enseignement, ni sur les rythmes scolaires.

Le PS sera aux cotés des enseignants, des élèves et de leurs parents pour défendre le service public d'éducation. Il mettra toutes ses forces dans la reconstruction d'un modèle éducatif ambitieux et juste et proposera dans les semaines à venir un nouveau pacte entre notre pays et son école.